

07.11.2024

Évolution catastrophique pour les agriculteurs européens : l'UE appelée à se réveiller

La situation des agriculteurs européens a atteint un point très critique. Les développements actuels dans le secteur laitier illustrent à quel point les producteurs sont soumis à la pression. Cette fois-ci, le lieu de l'infraction se situe en France : les annonces du groupe Savencia, qui affaibliront considérablement les organisations de producteurs, et les projets de Lactalis de réduire la collecte de lait constituent des signes alarmants d'un secteur dans lequel l'exploitation du premier maillon de la chaîne prend des proportions de plus en plus importantes.

Les membres de l'association d'organisations de producteurs (AOP) Sunlait se voient imposer une décision inacceptable par Savencia. Les organisations de producteurs ont été créées pour pouvoir négocier collectivement pour un groupe d'agriculteurs, afin que ces derniers aient plus de pouvoir sur le marché face aux transformateurs. Cependant, si les membres de Sunlait veulent rester fidèles à leur AOP, ils ne pourront plus livrer leur lait à Savencia. En effet, Savencia n'achètera plus le lait aux conditions de Sunlait, mais uniquement aux siennes - et donc à des prix plus bas.

Cette situation constitue un exemple représentatif et illustre que de nombreux groupes recourent à tous les moyens pour opprimer les producteurs de lait. Cela signifie que désormais les organisations de producteurs et, avec elles, les agriculteurs doivent être affaiblis. C'est un signal d'alarme non seulement pour la France, mais aussi pour l'UE.

L'UE a déclaré à plusieurs reprises que le renforcement des producteurs dans la chaîne d'approvisionnement était une priorité. Alors que ce ne sont pour l'instant que des mots qui ne se traduisent pas en actes, les agriculteurs luttent pour leur survie. La situation actuelle est un constat d'échec pour l'UE et requiert des mesures immédiates. Même en France, où la loi EGALIM était censée apporter des améliorations, la situation n'est en aucun cas meilleure en raison d'une mise en œuvre inappropriée de la loi.

C'est maintenant - pas demain, ni dans les mois à venir ou encore l'année prochaine, mais bien MAINTENANT - que les conditions sur le marché doivent enfin être adaptées efficacement :

- Les organisations de producteurs doivent être renforcées et non affaiblies ! Dans ce contexte, les organisations de producteurs ne doivent en aucun cas être structurées de manière verticale, mais bien transversale. C'est le cas des O.P. FMB (France Milk Board) agréées en 2012 en France et qui entretiennent des relations de partenariat avec différents industriels (Lactalis, Savencia, Vaubernier, SILL MALO) via des contrats-cadres. Ceux-ci permettent aux producteurs français d'obtenir des contrats multi-acheteurs, d'avoir la liberté de produire avec plusieurs industriels laitiers et d'atteindre des prix plus rémunérateurs.
- Le chantage exercé par les industriels sur les agriculteurs ne peut plus avoir lieu ! Il incombe aux responsables politiques d'adopter des règlements européens à ce sujet.
- Des prix rémunérateurs pour les producteurs doivent obligatoirement être ancrés dans la directive sur les pratiques commerciales déloyales (UTP) et la PAC !
- Le système contractuel de l'UE doit être réformé de toute urgence !
- Les coopératives doivent être soumises aux règles fondamentales ! En outre, il ne devrait plus être possible qu'elles soient reconnues officiellement comme organisations de producteurs verticales.
- Un instrument de crise comme le **Programme de responsabilisation face au marché (PRM)** est nécessaire pour prévenir les chutes de prix !
- Nous ne sommes pas contre les échanges, mais ils ne peuvent pas être effectués au détriment de nos producteurs ! Des clauses miroirs par exemple sont nécessaires pour garantir que les importations respectent les normes européennes !
- Le projet du Lait équitable doit être reconnu et soutenu publiquement ! En effet, il s'agit du seul projet qui peut maintenir des producteurs sur tout le territoire.

Ces points ne sont pas nouveaux, l'EMB les revendique depuis longtemps. Il est très regrettable que les conseils et propositions de l'EMB, par exemple l'adaptation de la production à la demande afin de stabiliser ainsi le secteur, n'aient pas été suivis. Car aujourd'hui, les industriels continuent d'exploiter le système contre les producteurs. Ce qui se trame actuellement à l'encontre des producteurs constitue d'une part, une catastrophe pour les agriculteurs et leurs familles et d'autre part, pour l'UE et sa souveraineté alimentaire, car les paysans disparaissent à un rythme effréné.

Les manifestations agricoles de cette année ont montré de façon forte que la situation ne peut pas continuer ainsi. Mais comme nous pouvons le constater, elle se poursuit ainsi. Les agriculteurs et agricultrices disent :
STOP !

Des mesures fondamentales MAINTENANT !

Contacts :

Kjartan Poulsen - Président de l'EMB (EN, DK, DE) : +45 (0) 212 888 99

Boris Gondouin - Membre du Comité directeur de l'EMB (FR) : +33 (0) 6 79 62 02 99

Silvia Däberitz - Directrice de l'EMB (FR, DE, EN) : +49 (0) 176 380 98 500

<<< back